

SIG et traité constitutionnel

L'article III-6 qui figure au traité constitutionnel sur lequel les Vingt Cinq se sont accordés le 18 juin dernier (voir ci-dessous), comporte deux ajouts par rapport à la version qui avait été remise à la présidence du Conseil le 18 juillet 2003 (voir également bulletins 132, 133).

La nouvelle version, non encore consolidée, est la suivante :

"Sans préjudice des articles I-5, III-55, III-56 et III-136, et eu égard à la place qu'occupent les services d'intérêt économique général en tant que services auxquels tous dans l'Union attribuent une valeur, ainsi qu'au rôle qu'ils jouent dans la promotion de sa cohésion sociale et territoriale, l'Union et ses Etats membres, chacun dans les limites de leurs compétences respectives et dans les limites du champ d'application de la Constitution, veillent à ce que ces services fonctionnent sur la base de principes et dans des conditions, notamment économiques et financières, qui leur permettent d'accomplir leurs missions. La loi européenne définit ces principes et conditions *sans préjudice de la compétence qu'ont les Etats membres, dans le respect de la Constitution, de fournir, faire exécuter et financer ces services*".

On peut rapprocher ces ajouts du nouvel article III-1 du traité constitutionnel "*L'Union veille à la cohésion entre les différentes politiques et actions visées par la présente partie, en tenant compte de l'ensemble de ses objectifs et en conformité avec le principe d'attribution des compétences*". Précisons que le traité constitutionnel doit être traduit dans toutes les langues officielles de l'Union avant d'être signé par les chefs d'Etat et de gouvernement, probablement en octobre ou novembre prochain, il doit ensuite être ratifié par chacun des Etats membres, selon ses propres règles constitutionnelles (approbation parlementaire et/ou référendum). La Constitution n'entrera en vigueur qu'après cette ratification.

Conseil européen de Bruxelles

Le Conseil, qui s'est réuni les 17 et 18 juin derniers est parvenu à un accord sur le traité constitutionnel (ci-dessus).

Dans ses conclusions, le Conseil se "dit préoccupé par la faible participation aux élections européennes" la semaine précédente et "reconnait la nécessité de sensibiliser davantage les citoyens européens à l'importance du travail accompli par l'Union". Au chapitre "IV. Questions économiques et sociale, emploi et environnement" il souligne, notamment, "les avancées majeures enregistrées" dans le cadre du processus de Lisbonne, en particulier "le plan d'action en faveur des services financiers", "la mobilité des citoyens, des entreprises et des services européens", "la protection des consommateurs", "la protection de l'environnement", "le développement des infrastructures". Cependant, il "demande une nouvelle fois au Conseil et aux Etats membres d'intensifier leurs efforts afin de combler le retard dans la mise en œuvre de la stratégie de Lisbonne" et "que les travaux avancent rapidement", notamment sur : la gouvernance d'entreprise, la proposition de directive sur les services, l'examen du Livre blanc sur les services .../..

SIG and the constitutional treaty

Article III-6 which appears in the Constitutional Treaty, on which the Twenty Five states reached a consensus on 18th June 2004 (see below), includes two additions to the version which had been submitted to the Council's Presidency on 18th July 2003 (see also bulletins 132, 133).

The new version, not yet approved, is as follows:

"Without prejudice to Articles I-5, III-55, III-56 and III-136, and given the place occupied by services of general economic interest as services to which all in the Union attribute value as well as their role in promoting social and territorial cohesion, the Union and the Member States, each within their respective competences and within the scope of application of the Constitution, shall take care that such services operate on the basis of principles and conditions, in particular economic and financial, which enable them to fulfil their missions. European laws shall define these principles and conditions *without prejudice to the competence of Member States, in compliance with the Constitution, to provide, to commission and to fund such services*".

It is possible to link these additions to the new article III-1 of the Constitutional Treaty "*The Union shall ensure consistency between the different policies and activities referred to in this Part, taking all of its objectives into account and in accordance with the principle of conferring of powers*". It should be made clear that the Constitutional Treaty has to be translated into all the official languages of the Union before being signed by the heads of State and government, probably in October or November this year, it then must be ratified by all Member States, in accordance with each one's constitutional requirements (parliamentary approval and/or referendum). The Constitution will come into effect only after this ratification.

The European Council of Brussels

The Council, which met on 17th and 18th June 2004, reached an agreement on the Constitutional Treaty (see above).

In its conclusions, the Council "expresses its concern over the weak participation in the European elections" which took place the previous week and, "acknowledges the need to increase awareness among European citizens of the significance of the work achieved by the Union". In chapter IV Economic and social issues, employment and environment" it underlines, in particular, "the major advances so far recorded" within the framework of the process of Lisbon, mainly "the financial services action plan", "the mobility of citizens, companies and European services", "protection of consumers", "environmental protection", "infrastructural development". However, it "is, once again, calling the Council and the Member States to further efforts to close the delivery gap in the implementation of the Lisbon Strategy" and "in order that work proceed quickly", particularly in: the corporate governance, directive proposal on services, the examination of the White Paper on services. .../...

d'intérêt général, l'examen de la stratégie pour le développement durable. Le Conseil, également, "exprime son soutien à la création d'un institut pour l'égalité entre hommes et femmes et invite la Commission à lui soumettre une proposition en ce sens".

Lors d'un Sommet exceptionnel le 29 juin, le Conseil a proposé le Premier ministre portugais, José Manuel Durao Barroso, pour le poste de président de la prochaine Commission européenne (novembre). Cette proposition devra être avalisée par le Parlement européen.

Conseil transports

Les principales décisions du Conseil transport des 10 et 11 juin dernier concernent ♦ le secteur maritime : le Conseil est parvenu à un accord sur deux propositions de directives, l'une vise à sanctionner la pollution maritime, l'autre à renforcer la sécurité dans les ports européens ♦ le transport routier : il a dégagé un accord politique sur deux propositions visant à renforcer la législation sociale. Dans un cas, il s'agit d'un règlement relatif aux temps de repos et de conduite, dans l'autre d'une directive visant à moderniser et renforcer les règles communes en vigueur dans le transport routier. Il a reporté d'un an, le 5 août 2005, l'entrée en vigueur du tachygraphe numérique ♦ Galileo : le Conseil a adopté le règlement sur les structures de gestion de ce programme de radio navigation par satellite, qui prévoit la création d'une autorité de surveillance et d'un centre pour la sécurité et la sûreté (voir bulletin 140). Il a également adopté la décision sur la signature d'accords de coopération avec Israël et avec les Etats-Unis ♦ l'accord "ciel ouvert" avec les Etats-Unis : Le Conseil a refusé de conclure un accord, estimant que les propositions américaines étaient insuffisantes pour garantir aux compagnies européennes un accès satisfaisant au marché américain.

SIEG

La Commission européenne a rendu public le 23 juin le document de travail "Evaluation horizontale des performances des industries de réseau fournissant des services d'intérêt économique général" (texte actuellement uniquement en anglais, SEC(2004)866) et de deux enquêtes relatives aux SIG : une enquête qualitative sur un groupe cible et une enquête Eurobaromètre dans les dix nouveaux Etats membres. Nous y reviendrons dans la prochaine lettre.
http://europa.eu.int/comm/internal_market/en/update/economic_reform/docs/sec-2004-866_en.pdf
http://europa.eu.int/comm/public_opinion/index_fr.htm

Initiatives

Le 25^{ème} congrès du CIRIEC se tiendra à Lyon (France) les 27 et 28 septembre 2004, sur le thème "La réponse de l'économie publique, sociale et coopérative aux attentes de la société". Informations sur <http://www.ciriec.lso-intl.com>

Erratum

Dans le bulletin 154/155/156 une erreur matérielle rend incompréhensible, dans la version anglaise, la fin du chapitre consacré au Livre vert sur les partenariats public-privé. Il convient de lire, dernier paragraphe, dernière ligne (page 6) "since it claims to have NO preconceived idea".

of general interest, the examination of sustainable development strategy. The Council, also, "expresses its support for the establishment of a European Gender Institute for the equality between men and women and, and invites the Commission to bring forward a specific proposal "

During the special Summit held on 29th June 2004, the Council proposed the Portuguese Prime Minister, José Manuel Durao Barroso, for the post of President of the next European Commission (November). This proposal will have to be endorsed by the European Parliament.

The Transports Council

The main decision of the Transports Council of 10th and last 11th June 2004 concern ♦ the maritime sector: the Council managed to reach an agreement on two directive proposals, one aims at sanctioning maritime pollution, whilst the other reinforces safety in European ports ♦ road transport: it reached a policy agreement on two proposals aiming at reinforcing social legislation. In one case, it is about a regulation on the driving and rest periods, in the other, it is a directive aiming to modernise and reinforce common regulations currently in force in the road transport. It deferred by one year, to the 5th August 2005, the coming into force of the digital tachograph ♦ Galileo: the Council adopted a regulation on the management structures of this programme of radio navigation by satellite, which provides for the creation of a monitoring authority and a centre for safety and surety (see bulletin 140). It also adopted a decision on the signing of cooperation agreements with Israel and with the United States ♦ the "open sky" agreement with the United States: The Council refused to conclude an agreement, judging that the American proposals were not sufficient enough to guarantee European companies satisfactory access to the American market.

SGEI

On 23rd June 2004, the European Commission published a working paper "Horizontal evaluation of the performance of network industries providing services of general economic interest" (currently in English only, SEC(2004)866) and two surveys on the SGI: a qualitative survey on a focus group and a Eurobarometer poll in the ten new Member States. We shall return to this issue in a future letter.
http://europa.eu.int/comm/internal_market/en/update/economic_reform/docs/sec-2004-866_en.pdf
http://europa.eu.int/comm/public_opinion/index_en.htm

Initiatives

The 25th congress of CIRIEC will be held in Lyon (France) on 27th and 28th September 2004, on "The response of public, social and co-operative economy to the expectations of the society". Enquiries on <http://www.ciriec.lso-intl.com>

Erratum

In the bulletin 154/155/156 a typing error in the English version renders incomprehensible the end of the chapter devoted to the Green Paper on public-private partnerships. The last line in the last paragraph, (page 6) should read "since it claims to have NO preconceived idea".

NOUVELLES-NEWS-EUROPE est édité par le Comité européen de liaison sur les Services d'intérêt général, *is published by the European Liaison Committee on Services of General Interest*, 66 rue de Rome, F - 75008 PARIS. Tel : (33-1) 43 71 20 28. E-mail : <celsig@celsig.org> www.celsig.org Directeurs de publication, *Publishers* : Pierre Bauby et *and* Jean-Claude Boual. Rédactrice en chef, *chief editor* : Katherine Varin. Traduction, *translation* : Jeremiah Chiumia. Diffusé exclusivement par E-mail. *Distributed by E-mail exclusively*. Abonnement 1 an : 100 €. *Subscription for 1 year: € 100*. Bulletin d'abonnement sur demande. *Subscription form available on request..*